

SYNDICAT MIXTE DES VALLEES DE L'ORB ET DU LIBRON
ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL DE BASSIN
COMITE SYNDICAL DU 19 DECEMBRE 2017

L'an Deux Mille Dix-sept, le 19 décembre.

Le Comité Syndical dûment convoqué au domaine de Bayssan, sous la présidence de Monsieur Jean Noël BADENAS.

Nombre de membres du Bureau : 47 titulaires.

Date de la convocation : 7 décembre 2017

MEMBRES	PRESENT OU REPRESENTE	EXCUSE	MEMBRES	PRESENT OU REPRESENTE	EXCUSÉ
MR MESQUIDA	*		MR AURIOL		
MME PONS	*		MR NOGUES	*	
MME REBOUL	*		MR GALONNIER	*	
MR VIDAL	*		MR TRILLES		
MR FALIP	*		MR FARENC	*	
MME PASSIEUX			MR SOUQUE	*	
MME GARCIN SAUDO			MR TAUPIN	*	
MR GAUDY	*		MR ETIENNE		
MR MORG			MR BARTHES		
MR BARRAL			MR ROUEVIROL		
MME FABRE DE ROUSSAC			MR SAUCEROTTE	*	
MR FREY			MME CHAUDOIR	*	
MR BEC			MR BADENAS	*	
MME DES GARETS	*		MR BOSC	*	
MME CAMOUS	*		MR SENAL		
MR CORBIERE			MR SANCHEZ		
MR MANOGIL	*		MR BARSSE	*	
MME ZENON			MR DALERY	*	
MR MARCOS			MR LAFARIE		
MR GELY	*		MR CASTAN	*	
MR ABELLA			MR SOULAGE	*	
MR GRANIER	*		MR LIGNON	*	
MR ZENON			MME SONZOGNI		
MR MARCHAND	*				

OBJET :	COMPTE RENDU
---------	--------------

Début de séance : 17 heures.

DELIBERATION N°1 : COMPTE RENDU DU COMITE SYNDICAL DU 17 MARS 2017

Le président soumet au Comité Syndical le compte rendu de la réunion du 17 Mars 2017.

Le comité syndical, à l'unanimité décide :

- d'approuver ce compte rendu

DELIBERATION N°2 : COMPTE RENDU DU COMITE SYNDICAL DU 10 OCTOBRE 2017

Le président soumet au Comité Syndical le compte rendu de la réunion du 10 octobre 2017.

Le comité syndical, à l'unanimité décide :

- d'approuver ce compte rendu

DELIBERATION N°3 : REGIME INDEMNITAIRE 2018

Le président propose le régime indemnitaire 2018 suivant, identique à celui de 2017.

GRADES	COMPOSANTES du REGIME INDEMNITAIRE	Caractéristiques
Ingénieur Principal	Prime de service et de Rendement	2817 € l'année
	Indemnité Spécifique Service à partir de l'échelon 6	Taux de base*51*122,50% soit 1883,62€/mois

	Indemnité Spécifique Service jusqu'à l'échelon 6	Taux de base*43*122,50% soit 1588,60 €/mois
Technicien principal 2ème classe	Prime de service et de Rendement	1330 € l'année
	Indemnité Spécifique de Service	Taux de base*16*110% soit 530,78 €/mois
Technicien principal 1ère classe	Prime de service et de Rendement	1400 € l'année
	Indemnité Spécifique de Service	Taux de base*16*110% soit 597,14 €/mois
Adjoint administratif principal 2eme classe	RIFSEEP	7 500,00 € /an

Le régime indemnitaire sera maintenu pour les absences liées aux accidents de travail, jours d'hospitalisation, jours de maladie contrôlés par le comité médical, congés de maternité et paternité.

Au même titre que la rémunération et la NBI, le régime indemnitaire suivra le sort du traitement mensuel.

Le personnel titulaire et non titulaire, intégré en cours d'exercice, bénéficiera du régime indemnitaire attribué à son grade ou emploi, sans nouvelle délibération.

Le comité syndical, à l'unanimité décide :

- d'approuver le régime indemnitaire 2018

DELIBERATION N°4 : RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

En application des dispositions législatives en vigueur, le président présente le rapport d'orientation budgétaire pour 2018. Globalement, le budget 2018 du Syndicat Mixte des Vallées de l'Orb et du Libron s'équilibrerait en recette et en dépense à **814 000 €**.

Ce budget permettrait de poursuivre les missions en terme d'assistance technique auprès des structures locales d'action et en terme d'animation.

1. LES OPERATIONS DEJA ENGAGEES A POURSUIVRE :

Au cours de l'année 2018, l'équipe technique et administrative accompagnera, soit en tant que conducteur d'opération (CO), que d'assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) ou de maître d'ouvrage (MO), **105** opérations sur le territoire des vallées de l'Orb et du Libron.

2. MISE EN ŒUVRE DES ETUDES ET ACTIONS INSCRITES DANS LE PROLONGEMENT DU CONTRAT DE RIVIERE ET DU PAPI ORB LIBRON

En 2018, trois actions seraient engagées sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Mixte des Vallées de l'Orb et du Libron. **Ces études ne seront engagées tout autant que les plans de financement prévisionnels seront respectés.**

FORMATION DES ELUS ET AGENTS – INTEGRATION DES RISQUES D'INONDATIONS DANS L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE: 10 000 € TTC. ETAT : 5 000 € TTC. REGION : 2 000 €

La complexité de la gestion du risque d'inondation liée en particulier au nombre d'acteurs et les évolutions permanentes de la réglementation justifient le besoin d'informer et/ou de former les élus et/ou personnels communaux et intercommunaux en charge de l'urbanisme sur la gestion des risques d'inondation.

Les cibles prioritaires de cette action sont les nouveaux élus et les personnels des intercommunalités devenues compétentes en urbanisme récemment. Des sessions particulières sous forme d'ateliers par exemple pourront être mises en place avec les représentants du SCoT pour faciliter le lien risque-aménagement du territoire.

Sur toutes les communes du territoire, la stratégie d'intervention retenue consiste à :

- Diffuser au mieux l'information sur les dispositifs existants et les missions des différents acteurs

- Favoriser les démarches collectives de formation en promouvant les formations existantes et en organisant le cas échéant des formations spécifiques par thématiques

L'objectif est de mobiliser localement les élus et personnels pour suivre des formations, en utilisant autant que faire se peut l'offre de formation existante, mais en proposant des sessions délocalisées. Le contenu de l'action est donc, sur la base du bilan de la première séquence de formations organisée en partenariat avec le Scot du Biterrois en 2013 :

- La promotion des formations thématiques existantes
- L'organisation de journées d'information ou de formation spécifique (atelier thématique).

PLAN DE GESTION DU DELTA DE L'ORB. DEMANDE DE SUBVENTION : 144 000 € TTC. AERMC : 115 200 € TTC

Dans le cadre du Contrat de Rivière Orb Libron 2011-2016, le SMVOL s'était engagé à porter une étude « Diagnostic du fonctionnement de la Grande Maïre ». Faute d'accord sur son contenu et au regard des nombreuses évolutions dans la gestion de ce secteur, cette étude n'a pu être engagée dans les conditions initialement prévues au Contrat.

Un travail de concertation et d'actualisation du cahier des charges de cette opération a été mené au printemps 2017 conduisant à l'obtention fin septembre 2017 d'un cahier des charges pour l'élaboration d'un plan de gestion concerté du delta de l'Orb.

Ce plan de gestion du delta de l'Orb constitue à la fois un document cadre de gestion des différentes zones humides du secteur, ainsi que de leurs espaces fonctionnels, et un espace de concertation pour valoriser ce territoire et mener à bien les actions à engager. L'étude permettra à la fois d'agrégner et synthétiser nombre de données existantes, mais aussi de réaliser des analyses plus fines sur les aspects les moins investigués, tout en menant l'ensemble de la démarche en associant étroitement les acteurs du territoire.

L'objectif du plan de gestion concerté du delta de l'Orb est de pérenniser ou restaurer les zones humides ainsi que les services qu'elles offrent, en lien avec les cours d'eau dont elles dépendent. Ces zones humides font d'ores et déjà l'objet de plans de gestion visant essentiellement la pérennisation de leurs fonctions écologiques, néanmoins leur fonctionnement hydraulique et sédimentaire les réunit et nécessite que la prise en compte des enjeux liés à l'eau fasse l'objet d'une attention particulière, et ce à l'échelle du delta de l'Orb.

La démarche de réalisation de ce document cadre est structurée en cinq phases principales :

- + Phase 1. Etat des lieux
- + Phase 2. Diagnostic
- + Phase 3. Détermination des objectifs du plan
- + Phase 4. Etablissement d'un programme d'actions
- + Phase 5. Dispositif de suivi et d'évaluation du plan de gestion

Au-delà des aspects purement techniques, le prestataire devra assister le maître d'ouvrage et le comité de pilotage de l'étude pour mettre en œuvre des outils de concertation adaptés aux enjeux et proposer un mode de gouvernance pour assurer le suivi dans le temps de la démarche.

Le plan de gestion du delta de l'Orb sera établi pour une durée de 6 ans. L'opération sera engagée début 2018, sous réserves de l'obtention des subventions. La durée de l'étude est estimée à un an.

PROGRAMME D'ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS. AVENANT 2016 RETOUR D'EXPERIENCE SUITE AUX CRUES DE L'AUTOMNE 2014 : 96 000 € TTC. PART SMVOL : 32 000 €. EUROPE : 48 000 €. ETAT : 16 000 €

D'une manière générale, la prévention contre les risques d'inondation souffre d'une part de lacunes en termes de connaissance des phénomènes d'inondation et de leurs conséquences et, d'autre part, d'un déficit d'information des populations et des gestionnaires de la crise à ce sujet.

Ce déficit concerne tant les causes des inondations (la connaissance de l'aléa), que leurs conséquences (évaluation de la vulnérabilité et des enjeux) et les règles de conduite à adopter lors des crises, ainsi que celles, plus souvent encore ignorées, qui favorisent un retour à la normale plus rapide et donc diminuent l'impact économique des inondations sur le territoire sinistré.

Les épisodes exceptionnels ayant touchés le Bitoulet et la Mare en Septembre 2014, ainsi que la Mare et la haute vallée de l'Orb (principalement) en Novembre 2014, ont apportés de nombreux éléments de compréhension des phénomènes, mais aussi mis en évidence des améliorations potentielles à apporter notamment en terme de gestion de crise et post crise. Les enseignements à tirer de ces événements sont essentiellement liés à la gestion de crise, car il est important de souligner que ces événements n'ont pas remis en cause le principe du vivre avec les inondations.

Il est donc indispensable sur la base de ces phénomènes exceptionnels, de collecter et traiter l'information existante, de la capitaliser, et surtout de la faire partager pour mettre à profit ce retour d'expérience.

Ces éléments concrets devront faire l'objet d'une synthèse visant à pérenniser la culture du risque mais aussi à proposer des pistes d'adaptation du programme à inscrire au PAPI 3 en terme de gestion de crise et de gestion sur le long terme de l'après crue.

Le contenu de cette analyse permettra de :

- Collecter et traiter l'information existante sur ces phénomènes exceptionnels de 2014,
- Faire analyser les données hydrologiques et météorologiques pour qualifier les épisodes sur certains secteurs clefs
- Analyser les modalités de la gestion de la crise sur des secteurs test de manière à identifier les aspects positifs et les manques, pour proposer des pistes d'amélioration de la gestion de crise
- Capitaliser et synthétiser tous ces éléments pour faire partager et mettre à profit ce retour d'expérience.

Le SMVOL souhaite donc accompagner les communes pour capitaliser les informations sur l'aléa en complétant la base de donnée existante de PHE et en étoffant le réseau de repères de crues déjà posé (notamment sur les lieux particulièrement touchés : symbolique et mémoire), voire en remplaçant si nécessaire certains repères sur les sites où l'épisode a dépassé les références anciennes. Des compléments au réseau d'échelles limnimétriques pourront également être réalisés.
Une étude préalable, sur la base du retour d'expérience réalisé en parallèle, permettra de définir en collaboration avec les communes et leurs groupements, les sites propices à la matérialisation des repères, leur niveling topographique ainsi que la fourniture des repères et autres outils de sensibilisation associés (panneaux, stèle...).

A l'issue de cette analyse, le SMVOL sera chargé de

- Partager ce retour d'expérience avec les différents acteurs concernés de l'Etat à la commune, et accompagner l'évolution des dispositifs si nécessaire.
- Favoriser l'émergence des projets durables et concertés en les intégrant dans un PAPI 3.

LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 798 000 €

- **Les dépenses de fonctionnement courant : 546 000 €**
Ces frais correspondent à ceux de 2017, augmentés de 4%. Cette augmentation correspond à l'augmentation des valeurs indiciaires de la fonction publique Territoriale. Ces frais correspondent aux salaires et charges du personnel du Syndicat Mixte et aux frais liés au fonctionnement de la structure (fournitures, assurances, carburants, téléphonie, ...)
- **Le budget des études et recherches : 252 000 €**
Ces crédits seront affectés à la réalisation des études détaillées dans le paragraphe précédent.

LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT : 15 000 €

Il s'agit d'équiper le Syndicat Mixte des Vallées de l'Orb et du Libron, si nécessaire, du matériel de transport, de mobilier et d'informatique.

LES RECETTES

Les aides de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, pour les postes de l'animateur SAGE et de l'animatrice Contrat de rivière et des quatre techniciens de rivière, sont maintenues. (50% salaire et charges)

Les études prévues seront subventionnées conformément aux plans de financement annoncés précédemment.

La partie non aidée par les partenaires est répartie par le Département de l'Hérault (40%) et le territoire (60%).

La contribution des communes serait de l'ordre de 200 800 €, soit une augmentation de 4% par rapport à 2017.

Le comité syndical, après en avoir débattu et à l'unanimité :

- **Vote le rapport d'orientation budgétaire 2018.**

DELIBERATION N°5 : INDEMNITE DE CONSEIL AU TRESORIER PAYEUR, BERTRAND FAURE

Le président présente le calcul de l'indemnité de conseil au trésorier payeur, Bertrand Faure. Cette indemnité est calculée sur la base des exercices 2013, 2014 et 2015.

Le comité syndical, à l'unanimité, décide :

- D'attribuer l'indemnité de conseil proposée

DELIBERATION N°6 : CONVENTION ENTRE LE REPRESENTANT DE L'ETAT ET LE SMVOL POUR LA TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES ACTES AU REPRESENTANT DE L'ETAT

Le président présente la convention entre le représentant de l'Etat et le SMVOL pour la transmission électronique des actes au représentant de l'Etat.

Le comité syndical, à l'unanimité, décide :

- D'autoriser le président à signer la convention entre le représentant de l'Etat et le SMVOL pour la transmission électronique des actes au représentant de l'Etat.

DELIBERATION N°7 : POSTES SMVOL 2018. DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU

Le Syndicat Mixte des Vallées de l'Orb et du Libron regroupe à ce jour 89 membres (88 communes et le Département de l'Hérault) et couvre la quasi-totalité du bassin versant.

Les missions du SMVOL sont les suivantes :

- Cordonner : le SMVOL prépare, amende, réoriente les dossiers techniques afin qu'ils respectent les objectifs du Contrat de rivière
- Porter le SAGE Orb Libron : le SMVOL organise le travail de la CLE et des commissions thématiques du SAGE et anime ces différentes réunions.
- Animer et suivre les études générales réalisées à l'échelle des bassins versants de l'Orb et du Libron,
- Concerter : définition technique des projets après une consultation la plus large possible auprès du monde associatif et socio professionnel,
- Faciliter : le SMVOL rassemble les partenaires techniques et financiers, explique les projets, favorise et dynamise leur instruction administrative et financière,
- Former : le SMVOL organise régulièrement des journées d'information et de formation à destination des techniciens et équipes vertes en place sur le bassin versant,
- Sensibiliser : le SMVOL organise, en collaboration avec l'Education Nationale, des actions pédagogiques de sensibilisation aux problématiques liées à l'eau.

L'animation des missions du Syndicat Mixte de la Vallée de l'Orb et du Libron sera assurée par une équipe composée :

- D'un chargé de mission SAGE à temps plein
- D'un chargé de mission partenariat et programmation à 80%
- D'un technicien de rivière à temps plein
- D'un technicien de rivière- continuité piscicole et zones humides à temps plein
- D'un animateur agro-environnemental à temps plein
- D'un animateur de gestion concertée de la ressource à temps plein

Le comité syndical, à l'unanimité, décide :

- D'autoriser le président à solliciter l'agence de l'eau en appui de cette opération.

Fin de séance 18 heures.

Béziers, le 1^{er} décembre 2017
Le Président du Syndicat Mixte
Des vallées de l'Orb et du Libron



Jean-Noel BADENAS